



Independent observer  
of the Global Fund

## Plan de travail et budget des dépenses de fonctionnement 2024

### Introduction

Le Conseil d'administration (CA) du Fonds mondial s'est réuni pour sa 50ème réunion du 16 au 18 novembre 2023. Pour cette réunion, le Secrétariat a préparé un document soumis au CA qui explique le plan de travail proposé pour 2024 et le budget des dépenses de fonctionnement, qui s'élève à 342,2 millions de dollars.

### Approbation du conseil d'administration

Sur la base de ce document et de la recommandation du Comité d'audit et des finances (AFC), le Conseil d'administration a approuvé le plan de travail et le budget des dépenses de fonctionnement pour 2024.

Point de décision: GF/B50/DPXX : Plan de travail et descriptif budgétaire pour 2024 et budget des dépenses fonctionnement pour 2024

Sur la base de la recommandation de l'AFC, le Conseil d'administration approuve les éléments suivants:

- le plan de travail et le budget 2024, tels qu'ils figurent dans le document GF/B50/02A; et
- Le budget des dépenses de fonctionnement pour 2024 d'un montant de 342,2 millions de dollars (comprenant (i) PARTIE A: dépenses de fonctionnement du Secrétariat d'un montant de 277,9 millions de dollars dont 15,9 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement du Bureau de l'Inspecteur général pour l'année 2024; et (ii) PARTIE B : 64,4 millions de dollars pour les dépenses des organes nationaux et indépendants, tel qu'indiqué dans le document GF/B50/02A.

## Contexte

Selon les prévisions, l'année 2024 devrait se caractériser par les éléments suivants:

- Démarrage de la mise en œuvre des programmes pour le VIH, la tuberculose, le paludisme et les systèmes de santé résilients et pérennes (SSRP) pour 70 % du portefeuille du cycle de subventions 7 (CS7);
- Achèvement de l'octroi des subventions restantes au titre de CS7;
- Initiation et suivi de la clôture des subventions du CS6; et
- Initiatives de mobilisation des ressources pour la préparation du lancement de la 8ème reconstitution des ressources, notamment, l'élaboration de l'argumentaire d'investissement et du nouveau modèle d'allocation, la communication, le plaidoyer et l'établissement de partenariats.

## Budget des dépenses de fonctionnement

Le budget des dépenses de fonctionnement (OPEX) pour 2024, d'un montant de 342,2 millions de dollars, comprend: (i) la PARTIE A – dépenses de fonctionnement du Secrétariat, d'un montant de 277,9 millions de dollars, dont 15,9 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement du Bureau de l'Inspecteur général pour 2024; et (ii) la PARTIE B – 64,4 millions de dollars pour les organes nationaux et indépendants.

Les OPEX restent dans les limites de la prévision globale triennale de 1 025 millions de dollars pour la période 2023-2025.

Le tableau 1 présente une ventilation du budget OPEX par nature de coût.

Tableau 1. Budget OPEX par catégorie de coûts

	\$ m	\$ m
Dépenses liées au personnel		

Personnel salarié	189,3	55
Consultants	4,3	2
<b>Total</b>	<b>193,7</b>	<b>57</b>
<b>Dépenses hors personnel</b>		
Honoraires de LFA	43,3	13
Financement de l'Instance de coordination nationale (ICN)	10,6	3
Honoraires professionnels	39,1	11
Déplacements	14,7	4
Infrastructures de bureau	21,3	6
Communication	2,0	1
Amortissement	3,4	1
Réunions	2,5	1
<b>Total</b>	<b>138,3</b>	<b>40</b>
Coûts non récurrents	10,3	3
<b>Total général</b>	<b>342,2</b>	

74 % du budget OPEX est consacré à la mise en œuvre des opérations de base (subventions et mobilisation des ressources), ce qui illustre la priorité délibérée accordée aux fonctions de base pour la mise en œuvre de la prochaine stratégie.

Les efforts d'optimisation ont permis de réaliser des économies de 9,3 millions de dollars (2,8 % de la base de référence) afin de stabiliser la base de coûts.

Le projet de budget OPEX pour 2024 couvre:

- Le renforcement des investissements dans: (i) les communautés, les droits et le genre (CDG); (ii) les initiatives de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels; et (iii) le façonnage des marchés de prochaine génération.
- La mise à disposition d'un financement supplémentaire pour le Bureau en charge de l'évaluation et de l'apprentissage et l'évolution intégrée des ICN.
- Les dépenses statutaires non récurrentes.
- La mise à disposition de 16,4 millions de dollars alloués aux investissements prioritaires pour des besoins stratégiques et émergents tels que le lancement de la 8ème conférence de reconstitution des ressources et de l'argumentaire d'investissement, la planification et l'achat de produits de santé, ainsi que certains investissements dans l'amélioration des processus.

Le Secrétariat reconnaît qu'il existe des déficits de financement dans les outils de mise en œuvre opérationnelle. C'est la raison pour laquelle les prévisions futures prioriseront les réinvestissements pour continuer à soutenir la maturité, la souplesse et la simplification des processus opérationnels et de l'automatisation en s'appuyant sur des technologies modernes.

#### Retour d'information des parties prenantes

Toutes les parties prenantes ont approuvé la décision du conseil d'administration.

Le Secrétariat a été félicité pour (a) le respect des prévisions triennales agrégées en matière d'OPEX, l'établissement minutieux et approprié des priorités et les efforts déployés pour contenir les coûts et optimiser l'utilisation des fonds; et (b) l'accent mis sur l'efficacité des opérations du Secrétariat, notamment, une approche claire de la priorisation par la direction dans le but de permettre aux équipes d'exécuter les tâches les plus importantes tout en ôtant d'autres activités de la liste des priorités. Il a été relevé que des compromis sont nécessaires pour opérer dans un contexte de restrictions budgétaires et qu'une liste des priorités en termes d'activités non financées et/ou partiellement financées a été élaborée en vue d'un examen plus approfondi pour le financement OPEX.

Des inquiétudes ont été exprimées à propos de la stabilité des effectifs actuels en raison du résultat de la septième reconstitution des ressources et/ou du non maintien des sources de financement aux niveaux actuels dans le futur. Cet aspect est particulièrement pertinent pour les priorités clés à réaliser dans le cadre de l'ambition "Personnes et organisation", au vu des multiples nouvelles initiatives externes qui entraînent des contraintes en termes de surcharge de travail et de capacité d'accueil au sein du Secrétariat, en plus des pics cycliques liés à l'octroi de subventions dans le cadre du CS7, des transferts de réinvestissement du mécanisme de riposte à la COVID-19 (C19RM) et de l'accélération du travail au cours de la dernière année de mise en œuvre des subventions dans le cadre du CS6. Les pressions subies par le Secrétariat ont par ailleurs constitué un défi permanent depuis le début du premier cycle d'allocation et une circonscription a déclaré qu'elle était favorable à l'examen d'une augmentation du plafond OPEX tout en maintenant les principes d'efficacité et d'optimisation des ressources.

Une circonscription a estimé que le conseil d'administration et les comités ne facilitent pas toujours la dépriorisation des activités et propose que les dirigeants fassent davantage pression, le cas échéant, afin d'équilibrer les attentes et les compromis. Il a été relevé que les points de décision comprennent une évaluation de l'impact budgétaire, défini au sens strict comme des fonds supplémentaires, et non le coût d'opportunité associé aux ressources du Secrétariat. Il serait souhaitable d'engager un dialogue plus franc sur la faisabilité de diverses initiatives visant à aider les responsables à cibler les ressources de manière à obtenir un impact maximal, à préserver la santé du personnel et à réduire le risque d'épuisement professionnel.

Une autre circonscription a saisi l'opportunité pour insister sur la nécessité de compléter le Fonds d'urgence. Elle est fermement convaincue que la reconstitution des ressources du Fonds mondial doit se poursuivre et que le Secrétariat doit disposer d'une marge de manœuvre lui permettant de compléter le Fonds lorsqu'il le juge nécessaire. Cette question revêt une importance particulière pour les pays qui sont confrontés à une multitude de défis économiques, financiers, sécuritaires et environnementaux nécessitant une mobilisation rapide des fonds, en raison de la situation persistante et instable dans laquelle se trouvent de nombreux pays confrontés à des crises prolongées. L'urgence d'augmenter les ressources du Fonds d'urgence pour répondre aux besoins des populations touchées par les conflits et les déplacements a été réitérée. Il est essentiel de garantir la continuité de l'approvisionnement en

produits de base et d'assurer la fourniture transfrontalière de services essentiels en toute sécurité, en particulier pour les populations déplacées à l'intérieur de leur pays.

Les leviers d'efficacité identifiés par le Secrétariat ont été notés et les circonscriptions ont réitéré leur souhait de voir les gains réorientés vers le financement des priorités stratégiques. Parmi les priorités, les circonscriptions souhaitent un financement adéquat des ICN (notamment pour assurer le financement continu du responsable du suivi stratégique) compte tenu de son importance dans la mise en œuvre des activités et de la stratégie du Fonds mondial.

Un soutien a été manifesté à l'égard des efforts continus de la direction pour veiller à ce que les ressources humaines du Fonds mondial soient à la hauteur de leur mission. Malgré le stress éprouvé par le personnel, le faible taux d'attrition du personnel a été noté et apprécié. Des efforts supplémentaires pour assurer un niveau sain de rotation du personnel seraient les bienvenus, en reconnaissant les avantages de la mémoire institutionnelle et de la diversité des expériences. La nécessité d'accorder une plus grande attention aux questions de genre a été mentionnée à plusieurs reprises et le Secrétariat a été invité à veiller à ce que les postes définis dans le document CRG-Ready soient pourvus d'ici 2024 afin de réaliser les priorités stratégiques et d'intensifier le soutien à la mise en œuvre des systèmes et réponses communautaires, des droits humains, de l'égalité des sexes et de l'équité.

Les documents du Conseil d'administration GF/B50/02A, 2024 Workplan, Budget Narrative and Operating Expenses Budget, et GF/B50/02B, 2024 Operating Expenses Budget (OPEX), seront bientôt disponibles sur le site Internet du Fonds mondial.

[Read More](#)

---